

L'Espagne propose une "loi sur la sécurité nationale" pour permettre au gouvernement de saisir des biens privés pendant toute "crise" sanitaire déclarée !

Mardi 06 juillet 2021 par : Ethan Huff (Traduit de l'anglais)



Le gouvernement central espagnol appelle à une nouvelle « loi sur la sécurité » qui obligerait les citoyens à renoncer « temporairement » à leurs droits et à leurs biens en cas d'une autre « crise » de santé publique comme le coronavirus de Wuhan (Covid-19).

Bien qu'encre au stade de la proposition, la question est une source de préoccupation pour les citoyens espagnols qui ont déjà vu leurs droits bafoués en raison du virus chinois. La prochaine fois, disent-ils, la tyrannie sera bien pire.

"Toute personne majeure est tenue de remplir les 'obligations personnelles' requises par les autorités compétentes, suivant les directives du Conseil national de sécurité, lorsqu'un état de crise est déclaré en Espagne", a rapporté le journal espagnol *El País*.

« Dans ce cas, tous les citoyens sans exception doivent se conformer aux ordres et instructions émis par les autorités. »

En raison de son imprécision, la proposition a le potentiel de donner au gouvernement espagnol un pouvoir illimité pour consacrer la tyrannie absolue la prochaine fois qu'un "virus" effrayant est annoncé par les médias grand public comme une menace.

Zut, ils pourraient même l'essayer avec la soi-disant « variante delta », forçant les citoyens espagnols à abandonner leurs terres et leurs maisons pour garder tout le monde « en sécurité » contre la dernière série de germes chinois à circuler.

« Dans le cas où un état de crise est déclaré en Espagne ('situation d'intérêt pour la sécurité nationale' est le nom donné par la loi), les autorités peuvent également procéder à la réquisition temporaire de tous les types de biens, à l'intervention ou provisoire l'occupation de celles qui sont nécessaires ou la suspension de toutes sortes d'activités », a poursuivi *El País*.

Le fascisme médical est la nouvelle religion mondiale

Une fois que les vaccins contre la grippe Fauci auront fait leur travail de propagation de la variante covid aux quatre coins de la terre, les autorités espagnoles attendront en coulisses pour prendre le contrôle de toutes les propriétés privées restantes dans le pays.

C'est une possibilité, de toute façon, dont on parle dans les médias grand public. Le gouvernement espagnol ira-t-il vraiment jusqu'à prendre le contrôle du peu de liberté qui reste post-covid ?

Les représentants du gouvernement affirment que ceux dont les biens seront confisqués lors de la prochaine « crise » recevront éventuellement une « compensation » pour leurs problèmes. Cependant, le contrôle que le gouvernement prend dans le processus serait permanent, c'est-à-dire sans date d'expiration une fois la « crise » terminée.

Comme vous vous en souvenez peut-être, certaines parties de l'Espagne ont essayé de forcer les gens à porter des masques faciaux à l'extérieur pendant les premières « vagues » du virus chinois. Une fois le prochain arrivé, que feront-ils ensuite pour essayer de forcer le public à se conformer de manière dégradante aux mandats du gouvernement ?

La proposition, si elle était codifiée dans la loi, obligerait tous les citoyens, ainsi que toutes les entreprises privées et personnes morales, à « collaborer avec les autorités pour surmonter la crise », quelle qu'elle soit.

Le gouvernement prétend que la constitution espagnole l'exige parce qu'elle exige que « les Espagnols aient le devoir et le droit de défendre l'Espagne ».

La proposition exigerait également un « service militaire obligatoire » pour lutter contre la crise, citant une prétendue « loi » contenue dans la constitution espagnole qui dit qu'il est du devoir des citoyens de se conformer aux exigences du gouvernement « en cas de risque grave, de catastrophe ou de calamité publique. »

Tous les médias en Espagne seraient également « temporairement » transformés en médias de propagande gérés par l'État pour « défendre l'Espagne » pendant une hypothétique situation de guerre.

« Entre autres nouveautés, le projet inclut l'obligation pour les médias de collaborer avec les autorités compétentes dans la diffusion d'informations à caractère préventif ou opérationnel », suggère un aperçu du projet.

« Le plus important, cependant, est qu'il intègre des mesures pour éviter la récurrence des pénuries de produits et de biens critiques pour faire face à une crise, comme le manque de masques, de respirateurs et d'EPI qui s'est produit lorsque les infections ont commencé à se propager massivement. »